

Convention Européenne sur l'Agriculture

Organisation : EFFAT

Problématique : Comment l'Union européenne peut-elle développer une politique agricole respectueuse de l'environnement, tout en assurant la viabilité économique des agriculteurs et en répondant aux attentes sanitaires, écologiques et sociales des citoyens ?

L'EFFAT (European Federation of Food, Agriculture and Tourism Trade Unions) est une fédération syndicale européenne représentant plus de deux millions de travailleurs dans les secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire et du tourisme. Son rôle est de défendre les droits des travailleurs, de promouvoir le dialogue social et de soutenir un modèle économique durable et équitable au sein de l'Union européenne, avec une approche sociale et progressiste.

Aujourd'hui, la politique agricole européenne est principalement encadrée par la Politique agricole commune (PAC). Celle-ci doit répondre à des défis majeurs : lutter contre le changement climatique, préserver la biodiversité, garantir des revenus décents aux agriculteurs et satisfaire les attentes croissantes des citoyens en matière de qualité alimentaire, de justice sociale et de protection de l'environnement. La question centrale est donc de savoir comment concilier transition écologique, viabilité économique et exigences sociales et sanitaires.

Les enjeux et problèmes soulevés

L'agriculture européenne traverse une période de transformation profonde. D'un côté, le secteur est fortement impacté par le changement climatique : sécheresses, inondations et événements météorologiques extrêmes fragilisent les exploitations agricoles. De plus, l'agriculture intensive a contribué à la dégradation des sols, à la perte de biodiversité et à une utilisation excessive de pesticides et d'engrais chimiques.

D'un autre côté, de nombreux agriculteurs connaissent des difficultés économiques importantes. Les prix imposés par la grande distribution sont souvent trop bas, ce qui réduit leurs marges bénéficiaires. Cette pression économique met en danger la survie de nombreuses exploitations, notamment les petites et moyennes fermes familiales.

Par ailleurs, les travailleurs agricoles, en particulier les saisonniers et les travailleurs migrants, sont parfois confrontés à des conditions de travail précaires : salaires insuffisants, manque de protection sociale, logements inadaptés. Or, une transition écologique ne peut être réussie si elle ignore la dimension sociale et les droits fondamentaux des travailleurs.

Les citoyens européens, quant à eux, exigent une alimentation plus saine, locale, durable et produite dans des conditions respectueuses de l'environnement et des droits humains. L'Union européenne doit donc répondre à ces attentes tout en évitant d'affaiblir économiquement les producteurs.

Position de l'EFFAT

L'EFFAT défend le principe d'une transition écologique juste. Cela signifie que la transformation du modèle agricole européen doit intégrer à la fois des objectifs environnementaux ambitieux et une protection renforcée des travailleurs et des agriculteurs. L'organisation estime que les aides européennes versées dans le cadre de la PAC doivent être conditionnées au respect des normes sociales et du droit du travail. Il est inacceptable que des fonds publics soutiennent des exploitations qui ne respectent pas les droits fondamentaux des travailleurs.

L'EFFAT soutient également un renforcement du dialogue social au niveau européen afin d'associer les représentants des travailleurs aux décisions concernant l'avenir de l'agriculture. La transition vers un modèle plus durable ne doit pas être perçue comme une contrainte, mais comme une opportunité de modernisation et d'amélioration des conditions de travail.

Solutions proposées

Pour répondre à la problématique, l'EFFAT propose plusieurs mesures concrètes.

Chapitre :

Article - Instaurer une conditionnalité sociale stricte des aides européennes : le respect des conventions collectives, des salaires décents et des normes de sécurité au travail devraient être obligatoires pour que les États membres puissent bénéficier des subventions de la PAC.

Chapitre :

Article - Renforcer le soutien financier à la transition écologique. Les agriculteurs doivent être accompagnés dans l'adoption de pratiques plus durables, comme l'agriculture biologique, la réduction des intrants chimiques ou la diversification des cultures. Cette transition nécessite des investissements importants qui ne peuvent pas reposer uniquement sur les producteurs. L'UE doit donc augmenter ses subventions à cet effet. Actuellement, l'Union européenne consacre près de 387 milliards d'euros à la Politique agricole commune (PAC) pour la période 2021–2027, dont une large part est destinée à des aides directes et des mesures de développement rural. L'EFFAT considère qu'une part plus importante de ces fonds doit être réorientée ou augmentée spécifiquement pour soutenir la transition écologique, notamment en finançant des formations, des investissements dans des pratiques durables et des mécanismes de compensation pour les agriculteurs qui adoptent des systèmes respectueux de l'environnement.

Chapitre :

Article - Lutter contre les pratiques commerciales déloyales de la grande distribution afin d'assurer une rémunération équitable aux agriculteurs. Une meilleure régulation du marché permettrait de garantir la viabilité économique des exploitations. Concrètement, cela impliquerait différents outils comme :

- l'instauration de sanctions financières dissuasives en cas de prix abusivement bas ou de retards de paiement ;
- la mise en place de contrats écrits obligatoires et transparents
- l'introduction d'un prix plancher fondé sur les coûts de production
- le renforcement des organisations de producteurs afin d'améliorer leur pouvoir de négociation.

Chapitre :

Article - Améliorer la protection des travailleurs saisonniers et migrants grâce à des contrôles renforcés du travail clandestin et à une harmonisation des normes sociales au niveau européen.

Conclusion

L'EFFAT considère que l'Union européenne peut développer une politique agricole plus sociale et plus respectueuse de l'environnement, à condition qu'elle adopte une approche globale intégrant les dimensions écologiques, économiques et sociales. La durabilité environnementale ne peut être atteinte sans justice sociale, et la viabilité économique des exploitations est essentielle pour garantir la sécurité alimentaire des citoyens européens.

Ainsi, une réforme ambitieuse de la PAC, fondée sur une transition écologique juste et sur le respect des droits des travailleurs, constitue la voie la plus équilibrée pour répondre aux attentes sanitaires, écologiques et sociales des citoyens tout en assurant l'avenir du secteur agricole européen.